Document generated on 06/05/2025 1:53 p.m.

Études internationales

HAVNEVIK, Kjell et Brian Van ARKADIE (dir.) *Domination or Dialogue ? Experiences and Prospects for African Development Cooperation.* Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1996, 130 p.

Bandeja Yamba

Volume 28, Number 2, 1997

La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité

URI: https://id.erudit.org/iderudit/703755ar
DOI: https://doi.org/10.7202/703755ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Yamba, B. (1997). Review of [HAVNEVIK, Kjell et Brian Van ARKADIE (dir.) *Domination or Dialogue ? Experiences and Prospects for African Development Cooperation.* Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1996, 130 p.]. *Études internationales*, *28*(2), 409–411. https://doi.org/10.7202/703755ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

régime juridique des Conventions de Genève de 1949 et des deux Protocoles additionnels de 1977 qui ont organisé, il y a un demi-siècle déjà, une assistance humanitaire aux victimes des conflits armés. On renverra ici aux rapports de D. Pattner, d'Y. Daudet et Ch. Carpentier qui ont le grand mérite de situer l'assistance humanitaire dans une perspective historique combinant le droit de Genève avec le droit onusien. Celui-ci fait l'objet du second chapitre : le refus de laisser accéder aux victimes et la fameuse *« querelle d'ingérence »*. Les réponses à cette question sont nuancées, très claires et étudient le rôle du Conseil de sécurité par rapport au droit international humanitaire. L'appel au Conseil contribue à préciser le régime des normes humanitaires mais ne règle pas tout. Que se passerait-il si, d'aventure, cet organe capital de décision et d'action en venait à nouveau à être paralysé par le veto d'un membre permanent ? Certes, la Résolution Acheson autoriserait le transfert du dossier à l'Assemblée générale, mais qu'adviendrait-il si elle refusait de s'en occuper ?

In fine, est abordée la problématique politique de la forme de l'aide humanitaire – quelle « politique humanitaire » ? L'aide apparaît de plus en plus dans l'après-guerre froide comme une « composante de la gestion internationale des conflits armés » (rapport d'Y. Daudet, de S. Jessen Petersen et B. Sierpinski), ce qui ne va pas sans poser de problème de dysfonctionnements : la diplomatie caritative est-elle un *« alibi »* ou/et un *« enjeu »* ? (P. Garde), la neutralité est-elle oui ou non en voie d'extinction ? (M. J. Domestici-Met). Apparaît alors – dans un dernier chapitre – le *« spectre de la non-assistance »* humanitaire à peuple en danger. La sélectivité de l'aide est connue (cf. Le cas de Soudan et le refus de saisir le Conseil de sécurité traité par D. Vienot) et le choix des bénéficiaires plus ou moins politique et arbitraire. D'où le caractère aléatoire de cette assistance humanitaire.

Au total, l'aide humanitaire apparaît comme une *« nouvelle forme de relations internationales »* à l'aube du XXI^e siècle, au péril même de sa banalisation. Le principe d'humanité – fondé sur le droit à la vie et le respect de la personne – fait l'objet d'un vaste consensus international, *« consensus conflictuel »*, car les modalités et la politique de l'aide humanitaire suscitent aujourd'hui encore des divergences entre les États, les OIG, les ONG et les acteurs de l'aide.

Daniel COLARD

Faculté de Droit de Besançon
Université de Franche-Comté

Domination or Dialogue ? Experiences and Prospects for African Development Cooperation.

HAVNEVIK, Kjell et Brian VAN ARKADIE (dir.) Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1996, 130 p.

Cet ouvrage collectif, destiné à un public limité, contient des actes du séminaire organisé conjointement par le ministère suédois des Affaires étrangères et l'institut nordique africain (Nordic Africa Institute) ; ce séminaire a eu lieu à Uppsala du 2 au 3 octobre 1995. Le thème central du séminaire était « Politics, Cooperation and African Development : Proposal for a Dialogue ». Les spécialistes par-

ticipants y présentèrent leurs expériences et proposèrent des nouvelles perspectives pour obtenir un meilleur développement dans le domaine de la coopération entre les pays africains et les institutions financières internationales.

Le livre est divisé en trois parties. La première partie, qui comprend deux chapitres (2 : « Economic Policy-making and the Consolidation of Democratic Institutions in Africa », de Thandika Mkandawire ; 3 : « The Impact of Recent Reform Efforts on the African State », de Adebayo Olukoshi) analyse les liens entre la libéralisation économique et le processus de démocratisation politique d'une part, et, d'autre part, montre comment cette double réforme affecte les États africains.

La deuxième partie comprend également deux chapitres (4 : « Some Comments on Recent Developments in Donors Conditionality », de Brian Van Arkadie ; 5 : « Practical Effects of Economic and Political Conditionality in the Recipient Administration », de Caleb M. Fundanga) et présente des expériences dans le domaine de l'aide, les effets de l'application des critères de conditionnalités sur les pays africains et sur la nouvelle et fragile démocratie africaine.

La troisième partie comprend deux chapitres (6 : « Major Issues Related to the New Framework for International Development Cooperation », de Roger C. Ridell ; 7 : « The Politics of Good Development Aid : Behind the Clash of Aid Rationales » de Paul Engberg-Pedersen) et s'attaque à la face cachée de l'aide que les pays donateurs du Nord accordent aux pays africains. Elle fait le point sur les expériences de l'assistance bilatérale et multilatérale des deux dernières décennies (les leçons à retenir).

La thèse centrale du livre tourne autour des points suivants. Depuis une dizaine d'années, tous les pays africains sont soumis aux programmes d'ajustement structurel. En fonction de ceux-ci, toutes les politiques concernant notamment, le rééchelonnement de la dette, l'octroi de nouveaux crédits, sont décidées conformément aux critères de conditionnalités négociés entre les États africains, la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international. Le renforcement de ces critères de conditionnalités a créé une situation où les États africains n'ont qu'une influence très limitée sur leur propre destin économique.

Le deuxième point qui ressort dans ce livre concerne justement le rôle de l'État. Les modes d'application et de suivi des Programmes d'ajustement structurel semblent déposséder les États africains d'une partie importante de leurs prérogatives politiques. Certes, compte tenu à la fois du vent de changement qui souffle en Afrique et de l'échec des politiques économiques dans le passé, les pays donateurs du Nord ont favorisé l'avènement du multipartisme, particulièrement en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Une assistance financière spécifique a même été accordée à certains pays comme soutien à la démocratisation. Cependant, la démocratisation est perçue par la majorité des groupes sociaux comme un instrument imposé de l'extérieur dans le but de faire appliquer les programmes d'ajustement structurel (exemple : pression pour la nomination à des

postes stratégiques à caractère économique des technocrates issus des institutions financières internationales). Les privatisations et les dénationalisations aboutissent de fait à céder des pans entiers de l'industrie ou du commerce aux opérateurs étrangers. En outre, le court terme (vérification de performances annuelles) prend le pas sur le moyen et le long termes. Enfin, la disparition des diverses subventions touche les groupes urbains et ruraux les plus pauvres et aggrave la situation sociale et même nutritionnelle des jeunes générations qui doivent théoriquement prendre la relève.

Le troisième point porte sur un nouveau « contrat de coopération » nécessaire afin que les pays africains puissent mettre un terme à l'aide étrangère, car celle-ci aggrave le sous-développement. Aux pays industrialisés donateurs, les auteurs suggèrent, pour l'avenir, de prendre en considération les besoins des pays africains, bref, de les associer à toutes les stratégies et les décisions qui les concernent. Mais l'initiative de mettre un terme à la dépendance doit venir des pays africains eux-mêmes : favoriser l'épargne et la mobilisation des ressources locales ; mettre en place des systèmes de taxation ; favoriser la décentralisation économique et politique ; agir contre la corruption et l'inefficacité ; réduire les budgets militaires ; exploiter le potentiel de la coopération régionale pour des raisons politiques et sécuritaires (en raison de la fin de la guerre froide) ; développer la coopération multilatérale en s'impliquant davantage dans la réforme et le renforcement des organismes de coopération. L'intervention des gouvernements est nécessaire pour pallier les carences du marché, pour investir (et entretenir) dans l'infrastructure économique de base, pour dispenser les services de santé et d'éducation, pour légiférer et appliquer les lois et, en général, pour créer un environnement propice aux affaires et à la production.

Deux faiblesses caractérisent le livre : l'absence ou le manque d'une collaboration interdisciplinaire (tous les auteurs ont une formation d'économiste) et l'oubli de l'Afrique francophone dans l'analyse. Au-delà de ces points, le livre édité par Kjell Havnevik et Brian Van Arkadie constitue un excellent document d'actualité qui permet de comprendre comment le programme d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international sont ultimement responsables des difficultés économiques parce qu'ils sous-estiment systématiquement toute activité rurale ou urbaine qui ne contribue pas directement aux intérêts du marché global. Comment l'imposition de l'austérité financière détruit à son tour les appareils d'États alors que la société civile s'effondre et que les nations se fragmentent politiquement.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal